

Pourquoi soutenir les agricultures familiales ?

José Tissier (tissierj@afd.fr)

LES AGRICULTURES FAMILIALES sont les mieux à mêmes de répondre au défi du développement durable et à ses dimensions économique, sociale, environnementale et culturelle. Au-delà de 2014, il reste donc essentiel d'encourager l'élaboration de politiques publiques territorialisées et orientées en faveur des exploitations familiales.



José Tissier

► José Tissier est responsable adjoint de la division Agriculture, développement rural & biodiversité à l'Agence française de développement (AFD).

EN 2014, la communauté internationale a célébré l'agriculture familiale, les agricultures familiales devrait-on dire, tant celles-ci sont diverses (par exemple en ce qui concerne les superficies exploitées ou les niveaux de capitalisation) et susceptibles d'évolutions. L'AFD s'est réjouie de cette initiative ! Depuis des décennies, elle soutient les agricultures familiales, qu'elle considère comme les seules à même de relever les grands défis du développement durable au XXI^e siècle.

Combattre les doutes et incompréhensions sur l'agriculture familiale.

Si l'importance stratégique des agricultures familiales est de plus en plus reconnue au niveau international, il n'y a pas encore un total consensus sur ce point. Des doutes ou incompréhensions subsistent dans l'esprit de nombreux dirigeants politiques ou économistes pourtant confrontés dans leurs pays aux défis du développement. Bizarrement, les incantations au secteur privé, dont le dynamisme et les initiatives sont censées jouer en faveur du développement, n'incluent pas les agricultures paysannes familiales, considérées parfois comme le produit résiduel d'une histoire dépassée. Il demeure donc utile de rappeler les raisons de faire confiance aux agricultures familiales pour relever les défis qui leur sont posés, le défi de la production et de la sécurité alimentaire, le défi de la gestion de l'espace rural et de ses ressources naturelles et enfin le défi social de l'emploi.

Si le consensus n'est pas encore établi au niveau international, il l'est de longue date au niveau français, voire européen. La vision dynamique que porte l'AFD sur les agricultures familiales repose sur la conviction forte que seules les agricultures familiales sont et seront à même de relever les grands défis à venir.

Cette conviction s'appuie sur l'histoire du développement agricole en France, qui montre ce qu'une agriculture familiale, accompagnée par des politiques publiques faisant toute leur place aux agriculteurs, est capable de faire. Cette conviction s'appuie aussi sur ce que nous disent les producteurs, comme ceux du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) en Afrique de l'Ouest, qui nous rappellent que « *Les exploitations familiales agricoles sont les principales pourvoyeuses de nourriture et de richesses...* » et que leur modernisation doit toujours constituer un objectif des poli-

tiques publiques africaines.

Pourquoi donc soutenir les agricultures familiales ? « *It's the sustainable development, stupid!* » pourrait-on résumer, pour paraphraser un ancien dirigeant américain.

Une contribution économique, environnementale et sociale majeure.

Tout d'abord, la population agricole mondiale, estimée à 2,6 milliards de personnes, continue de s'accroître dans l'absolu. 500 millions d'exploitations familiales emploient l'écrasante majorité des actifs agricoles. Elles ne peuvent donc pas être négligées ! D'autant moins que paradoxalement elles hébergent 80 % des personnes sous-alimentées dans le monde.

L'évocation des paysans les plus pauvres ne doit pas faire oublier que ces exploitations familiales contribuent massivement aujourd'hui à nourrir la planète sur les marchés nationaux (riz, blé, maïs, mil sorgho, tubercules, plantain...)

ou les marchés internationaux (céréales...). Présentes dans la plupart des régions du monde, elles sont les mieux placées pour

garantir aux 9 milliards d'habitants prévus en 2050 leur sécurité alimentaire. Elles jouent aussi un rôle essentiel dans la production de nombreux produits de base destinés via les marchés mondiaux aux industries agroalimentaires (café, cacao...) ou autres (caoutchouc, coton...).

Au plan environnemental, alors même que l'on reconnaît le caractère épuisable de nombreuses ressources naturelles, les agricultures familiales, qui détiennent des connaissances et savoir-faire multiples ancrés dans leurs territoires, sont aussi les mieux placées pour valoriser le potentiel varié des écosystèmes cultivés de la planète. Or, avec la forte urbanisation actuelle, la surface agricole utile tend à diminuer. Demain, lorsque — pour nourrir la planète — il faudra mettre en valeur tout le potentiel de production existant, seule l'agriculture familiale pourra tirer parti des terres dites « marginales », car leurs caractéristiques (exiguïté des parcelles, pente, qualité des sols) ne permettent pas à une agriculture d'entreprise de rémunérer ses actionnaires.

De même, les agricultures familiales sont les mieux à même de surmonter la crise écologique rencontrée dans de nombreux pays (crise de fertilité dans les écosystèmes soumis à des conditions agroclimatiques difficiles, impacts négatifs sur l'environnement dans les écosystèmes intensifs de la révolution verte...). En

« Le chemin du développement ne doit pas être le même partout »

effet, fondamentalement intéressées à réduire leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour mieux valoriser leur main d'œuvre, les agricultures familiales sont a priori (hors situation de crise ou précarité extrême) moins rebutées que l'agriculture d'entreprise par les pratiques alternatives intensives en travail que propose l'agroécologie (binage et sarclage pour économiser l'eau et réduire le recours aux herbicides, assolement/rotation et associations de cultures pour faire baisser la pression parasitaire, enrichir les sols en azote et réduire le recours aux pesticides et aux engrais de synthèse, intégration agriculture/élevage et fertilisation organique pour réduire l'utilisation des engrais chimiques de synthèse...).

Mais c'est surtout sur le plan social que les agricultures familiales font la différence : elles emploient aujourd'hui 40 % de la population active du monde et en sont donc le premier « employeur ». Or, à l'horizon 2050, ce sont des centaines de millions d'emplois supplémentaires qu'il faudra créer. Cela représente un défi considérable ! Mais il est également vital de chercher à réduire autant que possible la destruction des emplois agricoles familiaux, induite notamment par la libéralisation des échanges et l'ouverture des marchés fonciers. Seules les agricultures familiales sont à la hauteur de ce double enjeu puisqu'elles mettent en priorité la création d'emplois productifs au niveau de la sphère familiale et, du fait de leur implantation, contribuent à dynamiser la totalité des espaces ruraux.

Un développement écologiquement intensif. L'histoire a montré que les agricultures familiales répondaient positivement à la mise en place de politiques publiques favorables. Ainsi, l'agriculture familiale européenne a-t-elle pu relever le défi de la sécurité alimentaire en Europe à la sortie de la guerre. De nombreuses agricultures paysannes asiatiques ont réussi à leur tour leur « révolution verte », dans des contextes politiques variés (économie libérale ou économie socialiste de marché). Et l'on peut se demander ce qu'il se serait passé en Afrique si, au lieu de vivre pendant trois décennies dans le contexte difficile du retrait des États, de la dérégulation des échanges et du délaissement du monde rural, les agriculteurs y avaient bénéficié de politiques publiques favorables ? Les références au développement agricole en Europe ne doivent cependant pas laisser penser que le chemin du développement est le même partout. Ainsi, l'urbanisation que connaît aujourd'hui l'Afrique est-elle le plus souvent « une urbanisation par le bas », les migrants ruraux n'étant pas tant attirés par les perspectives d'emplois ouvertes par le développement économique de la ville que poussés par l'effondrement de leurs moyens de subsistance. En outre, contrairement à l'Europe, la tendance actuelle est plutôt à la réduction de la superficie cultivée par actif. En-

fin, le développement agricole, tel que mis en œuvre en Europe ou dans le cadre de la Révolution Verte dans certains pays en développement, rencontre aujourd'hui ses limites. Certes, la productivité agricole doit s'accroître de façon importante, mais suivant un modèle de développement « écologiquement intensif », qui ne peut s'imaginer qu'autour des exploitants agricoles existants.

Mettre en place le « carré magique ». Si l'on veut que les agriculteurs familiaux — et notamment les plus jeunes — assurent et continuent d'assurer durablement les fonctions vitales qui sont les leurs en matière de sécurité alimentaire, de création d'emplois décents et de gestion durable des écosystèmes, il est nécessaire qu'ils puissent obtenir pour leurs activités agricoles et non agricoles (y inclus les services environnementaux à la collectivité) des prix suffisamment rémunérateurs et stables, qui leur permettent d'accroître leurs revenus, d'améliorer leurs conditions de vie et d'investir.

Il est fondamental que les agriculteurs puissent s'organiser de façon autonome pour aller chercher les économies d'échelle nécessaires à leur compétitivité — en amont (approvisionnement, mutualisation du conseil, du crédit...) et en aval (commercialisation et transformation) de la fonction de production primaire — mais aussi pour peser sur la conception et la mise en œuvre des politiques publiques les concernant. Créer des conditions favorables au développement des agricultures familiales suppose de mettre en place le carré magique : accès équitable et sécurisé au foncier et aux ressources naturelles (sols, eau, biodiversité...); accès à des marchés stables et rémunérateurs; accès aux facteurs de production et aux infrastructures rurales de base; et accès aux services d'appui conseil, à la formation et aux innovations.

Promouvoir le développement durable revient à travailler en même temps sur les quatre axes économique, social, environnemental et culturel sans en sacrifier un au profit d'un autre... Dans le domaine agricole et rural, les agricultures familiales assurent — sans contestation — le meilleur compromis sur l'ensemble de ces fonctions.

La modernité aujourd'hui d'une politique agricole publique est bien de bâtir une agriculture familiale, productive, à haute valeur ajoutée sociale et environnementale, une agriculture familiale qui met en œuvre les techniques savantes de l'agroécologie et arrive ainsi petit à petit à concilier les objectifs de production, de création d'emplois et de gestion durable des ressources naturelles.

Au-delà de l'année 2014, il reste donc essentiel d'encourager l'élaboration de politiques publiques territorialisées et orientées en faveur des exploitations familiales. ■